



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service agriculture forêt

Affaire suivie par : Florent DALVENY
Téléphone : 04 34 46 60 63
Mél : florent.dalvernoy@herault.gouv.fr

Montpellier, le

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DDTM34-2021-03-11816
relatif à la régulation des populations de goélands leucophée (*Larus michahellis*) en milieu urbain, sur la commune de Meze

Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Le Préfet de l'Hérault
Officier dans l'ordre national du Mérite,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive N°2009/149/CE du 30 novembre 2009 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.411-2 et R.411-6,

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées.

Vu l'arrêté du 19 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de destruction d'œufs de goélands peuvent être accordées en milieu urbain par les préfets sans consultation du Conseil national de la protection de la nature,

Vu la demande de la commune de Mèze en date du 24 février 2021,

Vu la consultation publique effectuée entre le 12 mars 2021 et le 02 avril 2021,

Considérant la nécessité de prévenir et de réduire les nuisances et les dommages occasionnés par les goélands leucophées en milieu urbain,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

A R R E T E

DDTM 34
Bât. Ozone, 181 place Ernest Granier
CS60556
34064 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 1 :

Une autorisation de régulation de la population de goélands leucophées est délivrée jusqu'au 30 juin 2023 à la commune de Mèze représentée par Monsieur FRICOU Henry, Maire.

ARTICLE 2 :

Les modalités de régulation employées consisteront d'une part à stériliser les œufs en deux passages au printemps, sur l'ensemble des immeubles de la commune sur lesquels ont été enregistrées des plaintes de la population, ainsi que sur les principaux bâtiments publics ou commerciaux disposant de toits plats, et d'autre part à détruire les nids après le départ des goélands.

Le 1^{er} passage aura lieu en avril et le 2^{ème} passage en mai.

La stérilisation des œufs sera mise en œuvre par des personnes du service technique de la commune ayant suivi une formation avec la LPO sur ce type de régulation ou par une entreprise spécialisée dans ce domaine, en collaboration, avec la LPO Occitanie.

ARTICLE 3 :

Parallèlement aux opérations de destruction des œufs, doivent être mises en place pour prévenir la multiplication des goélands en milieu urbain :

- des mesures limitant l'accès des goélands aux ressources alimentaires ;
- des mesures non létales ni délibérément mutilantes ou blessantes permettant d'éviter la construction par ces oiseaux de nids sur les toits.

ARTICLE 4 :

La mairie de Mèze adressera avant le 30 septembre un rapport annuel sur la mise en œuvre de la dérogation.

Ce rapport rappelle la justification de la demande et la localisation des zones de nidification connues, précise les dates des interventions, la méthodologie utilisée au cours des opérations de stérilisation, les zones traitées, les raisons pour lesquelles certaines zones n'ont pu être traitées, les résultats constatés. Il est accompagné d'une description des mesures de prévention prises pour limiter l'installation de goélands nicheurs.

Le bilan évalue l'évolution de la population de goélands nicheurs ainsi que les reports constatés sur des zones urbaines adjacentes aux secteurs traités, y compris les zones urbaines des communes limitrophes.

Les résultats des interventions sont présentés suivant le modèle de tableau annexé au présent arrêté accompagné d'une cartographie.

ARTICLE 5 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montpellier dans les conditions prévues par l'article R 421-1 du code de justice administrative, dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage sur le terrain ou en mairie pour les tiers.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de Mèze sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont des copies seront adressées :

- au titre de leurs missions de police :

- au chef du service départemental de l'office français de la biodiversité ;
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Hérault ;

- pour information :

- au directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie ;
- au président de la LPO Occitanie ;
- au président de la fédération départementale des chasseurs de l'Hérault.

Pour le préfet et par délégation,
La cheffe du service agriculture forêt,

Florence VERDIER